



COMMISSION
DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES
Direction générale
des Politiques régionales

EUROBAROMÈTRE

Ce sondage EUROBAROMÈTRE a été réalisé par INRA (Europe) pour la Commission européenne.

Il a été mené simultanément dans les 12 pays de la CE, en octobre-novembre 1991, sur des échantillons représentatifs des populations nationales âgées de 15 ans et plus. Une moyenne pondérée des chiffres nationaux a été appliquée pour les questions relatives à la Communauté.

EUROBAROMÈTRE réalise deux fois par an des sondages sur des sujets variés d'intérêt européen. Pour la première fois depuis 1980, la DG XVI (Politiques régionales) de la Commission y a pris part.

F I C H E
D'INFORMATION
EDITEE PAR LA
DIRECTION
GENERAL DES
POLITIQUES
REGIONALES
(D G X V I)
■ B-526.92 ■

PAS D'EUROPE SANS REGIONS

Pour 9 Européens sur 10, les régions ne sont pas une abstraction. Ils y sont plus attachés qu'à l'idée européenne... Entre les deux, pourtant, il n'y a pas d'opposition, au contraire. Et si les politiques régionales communautaires sont connues par moins de 1 Européen sur 2 (près de 8 sur 10 ne connaissant pas le FEDER), elles bénéficient d'un accueil nettement favorable.

Développer les régions pour construire l'Europe: comment les citoyens perçoivent-ils ces enjeux, et tout d'abord les notions mêmes de "région" et d' "Europe"? Un récent sondage EUROBAROMÈTRE permet de faire le point. En voici un aperçu.

Une grande majorité d'Européens se déclarent *très attachés ou plutôt attachés* à leur région (87%), à leur ville ou village (85%); presque autant qu'à leur pays (88%). Pour les *très attachés* pris séparément, la région l'emporte avec 55%, la ville ou le village obtenant 54%, le pays 53%. Les réponses sont très souvent précises. La région à laquelle on s'identifie - le lieu où l'on vit, où l'on se sent chez soi - est le plus souvent un espace géographique plus petit que le pays, quelle que soit la taille de ce dernier. Il s'agit d'un espace physique, social et

culturel proche de l'individu. L'attachement régional ou local et l'attachement national ne s'excluent toutefois pas.

Par contre, une grosse minorité seulement se *disent plutôt ou très attachés* à la CE (48%) ou à l'Europe dans son ensemble (47%) ! Les *très attachés* sont 12% dans les deux cas. La proximité des réponses à propos de la CE et de l'Europe dans son ensemble (au delà des frontières de la CE) montre une certaine assimilation entre ces deux images de l'Europe. Ici non plus, il n'y a pas d'opposition a priori entre l'attachement européen d'une part, national ou régional d'autre part.

L'attachement à la région est le plus affirmé dans 3 pays du sud: Grèce (97%), Portugal (94%), Espagne (93%). La ville

EUROBAROMETRE



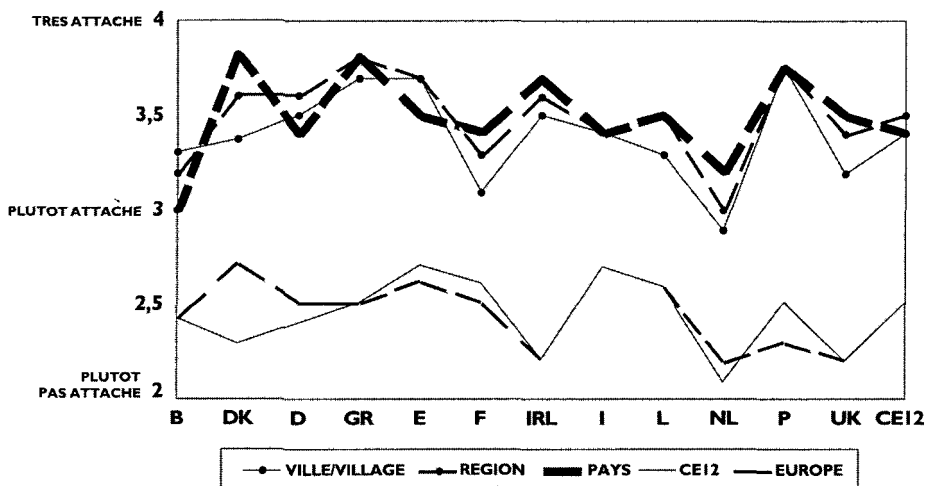
ou le village y recueille également les meilleurs scores (Portugal 94%, Espagne et Grèce 93%). Quant au pays, les Danois (98%) et les Grecs (97%), puis les Irlandais (95%) et les Portugais (94%) s'y montrent les plus attachés.

Les *plutôt ou très attachés* à la CE s'affirment le plus en Italie (61%), en

Espagne (58%), au Luxembourg (55%) et en France (54%), et le moins aux Pays-Bas (28%), au Royaume-Uni (35%), en Irlande (36%), au Danemark (42%), en Allemagne (44% à l'ouest, 35% à l'est), en Belgique et au Portugal (47%). La "grande" Europe quant à elle recueille les meilleurs scores au Danemark (61%), en Italie (59%), Espagne et Grèce (52%), France (50%).

L'attachement quel qu'il soit augmente avec l'âge et avec la consommation de média. Il varie peu selon le sexe ou la sensibilité politique (cette dernière s'avère, avec quelques variations, peu déterminante pour toutes les questions posées dans ce sondage). Les personnes à revenus ou à niveau d'instruction élevés sont légèrement plus attachées que les autres à l'Europe. On relève qu'une attitude négative à l'égard de la CE correspond à un attachement légèrement moindre à la région, à la ville ou au village.

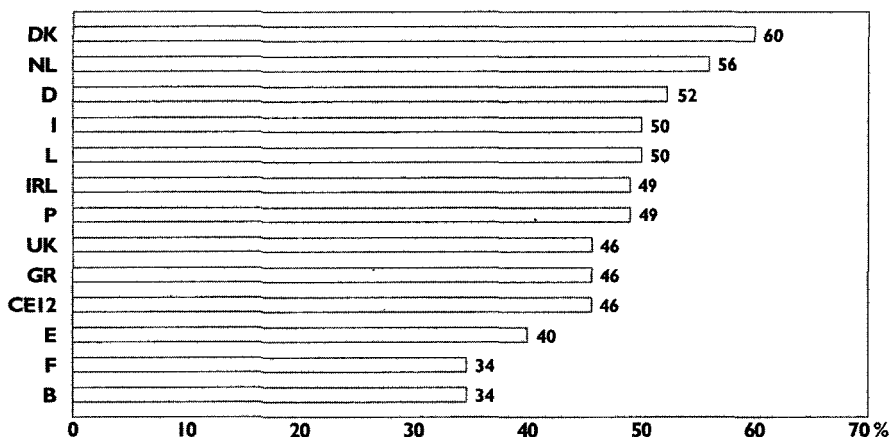
DIMENSION REGIONALE: ASPECT PSYCHO-SOCIAUX DEGRE D'ATTACHEMENT AUX DIFFERENTS ESPACES GEOGRAPHIQUES



La politique régionale de chaque Etat membre

46% seulement d'Européens disent connaître la politique de leur pays en faveur de ses régions défavorisées, et 28% sont sans réponse. La notoriété est la plus affirmée chez les Danois (60%), Hollandais (56%), Allemands (52%), et la moins marquée chez les Français et les Belges (34%). Le taux de "sans avis" est particulièrement élevé en Belgique (43%), mais assez important partout.

DEVELOPPEMENT DES REGIONS LES MOINS FAVORISEES NOTORIETE DES POLITIQUES NATIONALES EN FAVEUR DES REGIONS



85% de ceux qui ont connaissance de cette politique y sont favorables (et surtout, en gros, dans les pays les plus concernés par le développement régional), 47% l'appuient tout-à-fait, 11% la désapprouvent. Tous niveaux d'approbation confondus, cette politique recueille le plus d'avis favorables en Allemagne (tout le pays 96%, ex-RDA 99%), au

EUROBAROMETRE



Portugal (95%), en Grèce, en Italie et au Danemark (93%).

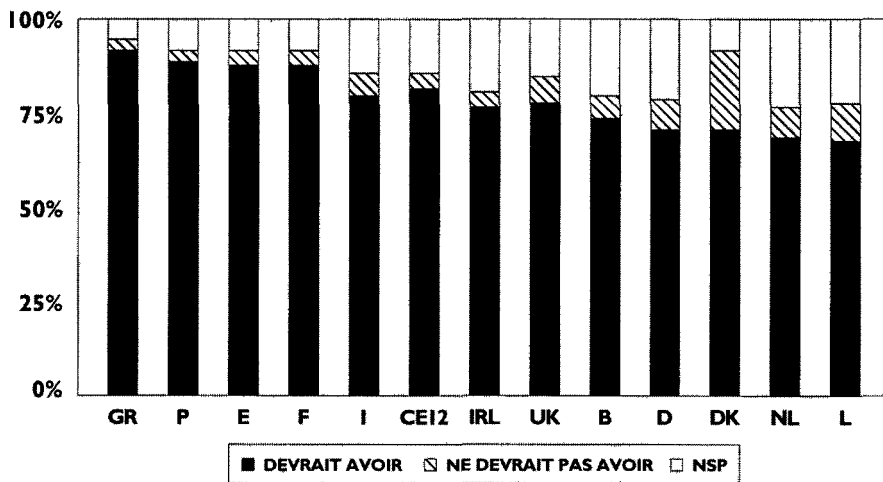
Quant à ceux qui n'ont pas connaissance de cette politique, 80% d'entre eux pensent qu'elle devrait exister, contre 5% qui estiment le contraire, alors que 14% sont sans avis. Les réponses positives sont les plus nombreuses en Grèce

(94%), au Portugal (90%), en Espagne et en France. Elles sont moins fréquentes en Allemagne de l'Ouest (66%) qu'en ex-RDA. L'attitude négative est particulièrement marquée en Italie (33%).

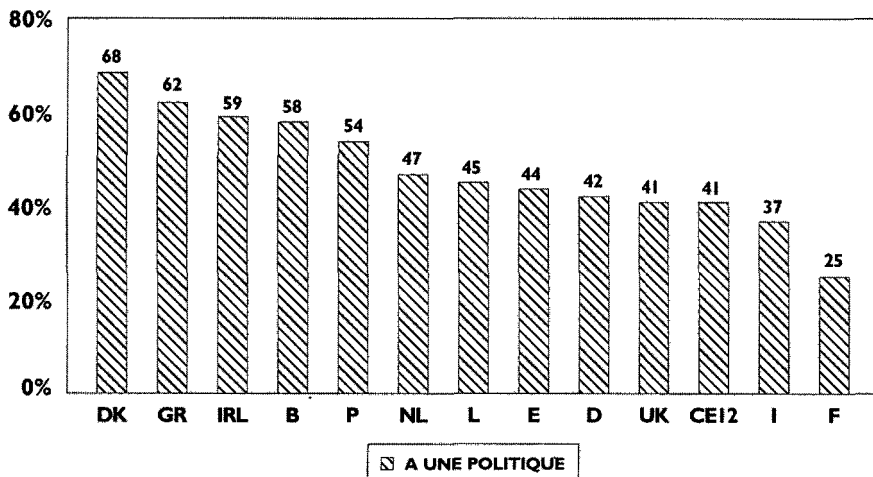
La notoriété de la politique régionale de l'Etat est plus nette chez les hommes que chez les femmes, plus faible chez les 15-24 ans et les plus de 55 ans. Elle augmente avec l'âge de fin d'études et le niveau de revenus. Elle est presque deux fois plus grande chez les "leaders d'opinion" et les grands consommateurs de média.

Lorsque cette politique est connue, elle recueille davantage d'approbation chez les plus de 55 ans. La durée des études et le niveau des revenus n'ont, dans ce cas-ci, que peu d'influence. Les "leaders d'opinion" et les grands consommateurs de média sont plus souvent favorables. Les personnes dont l'attitude envers la CE est ambivalente ou négative ont des avis moins tranchés. Lorsque cette politique n'est pas connue, l'opinion favorable à son existence est légèrement plus répandue chez les hommes et les 25-54 ans. Elle croît en outre nettement (et l'indécision diminue) avec l'âge de fin d'études, le niveau des revenus, le rôle de "leader d'opinion" et la consommation de média. Un intérêt moindre est constaté chez ceux dont l'attitude envers la CE est ambivalente.

DEVELOPPEMENT DES REGIONS LES MOINS FAVORISEES INTERET POTENTIEL POUR LES POLITIQUES NATIONALES EN FAVEUR DES REGIONS



DEVELOPPEMENT DES REGIONS LES MOINS FAVORISEES NOTORIETE DES POLITIQUES REGIONALES DE LA CE

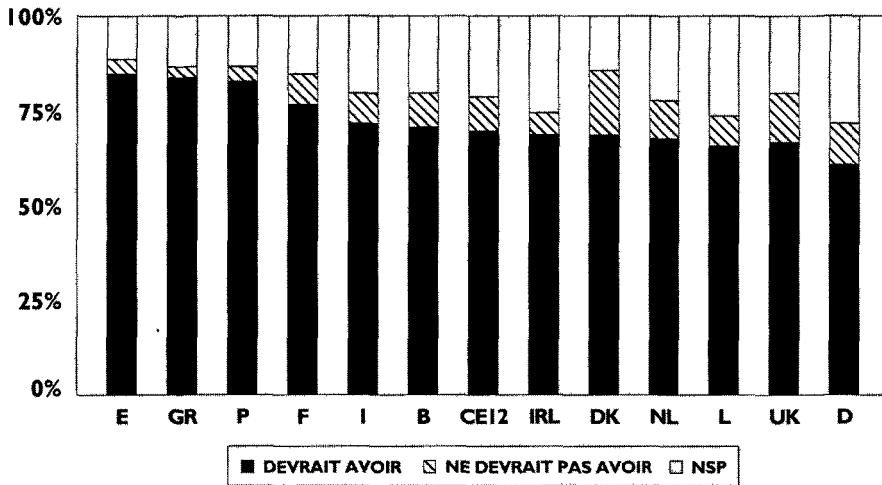


Les politiques régionales de la CE

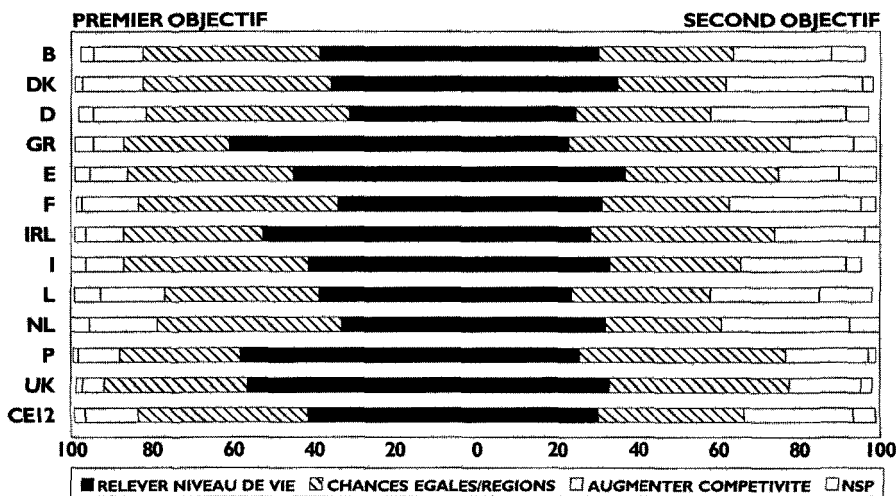
Moins d'Européens encore (41%) disent connaître l'existence de politiques régionales de la CE, tandis que la proportion de "sans avis" est très forte: 45% ! Les plus nombreux à les connaître sont les Danois (68%), Grecs (62%), Irlandais (59%), Belges (58%) et Portugais (54%), à l'inverse des Italiens (37%) et des Français (25%).

EUROBAROMETRE

DEVELOPPEMENT DES REGIONS LES MOINS FAVORISEES INTERET POTENTIEL POUR LES POLITIQUES REGIONALES DE LA CE



DEVELOPPEMENT DES REGIONS LES MOINS FAVORISEES RESULTATS ATTENDUS DES POLITIQUES REGIONALES DE LA CE



71 % de ceux qui ne connaissent pas ces politiques pensent qu'elles devraient exister, 9% estiment le contraire et 28% sont sans avis. Les plus convaincus de cette nécessité sont les Espagnols (85%), Portugais et Grecs (84%), cette conviction étant la moins marquée au Luxembourg et au Royaume-Uni (66%), aux Pays-Bas (69%), en Allemagne de l'Ouest (56%, contre 73% en ex-RDA).

Pour 44% d'Européens, le premier objectif des politiques régionales communautaires est l'égalité des chances pour les régions, tandis que 41 % attribuent la priorité au relèvement du niveau de vie. Si l'on fait la moyenne des premier et deuxième objectifs cités, l'égalité des chances vient toujours en tête avec 81%, suivie du relèvement du niveau de vie (71%), l'accroissement de la compétitivité n'obtenant que 37%.

Au total, l'importance accordée au relèvement du niveau de vie est la plus grande au Portugal (85%), en Grèce (82%), en Espagne et en Irlande (82%), c'est-à-dire dans les pays aux régions les plus pauvres. Dans les 8 autres pays, c'est l'égalité des chances régionales qui prédomine.

Ici aussi, la notoriété de ces politiques est plus marquée chez les hommes et les 25-54 ans, les personnes à revenu ou niveau d'instruction élevé, celles qui ont un profil de "leader d'opinion", celles qui consomment beaucoup de média. Lorsque ces politiques ne sont pas connues, la tendance est légèrement plus favorable à leur existence chez les hommes, et légèrement moins chez les plus de 55 ans. Elle se renforce à mesure qu'augmente le niveau de revenus, d'instruction, de "leadership d'opinion", de consommation de média, ainsi que le degré d'attachement à la CE.

Quant aux objectifs attribués aux politiques régionales de la CE, les tendances restent en gros les mêmes selon les critères sociologiques. On note toutefois que les "leaders" ou les personnes favorables à la CE sont plus nombreux à citer la compétitivité (sans qu'au total ce soit l'objectif dominant).

EUROBAROMETRE



Le FEDER

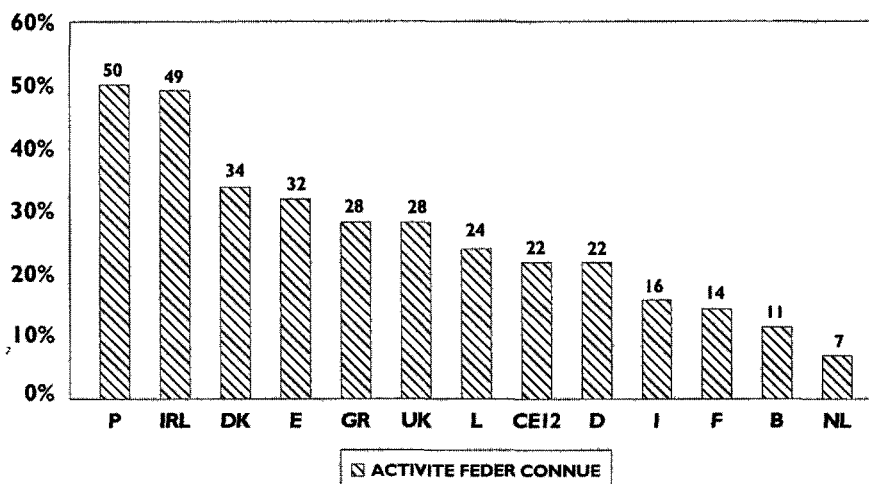
Quant au **FEDER**, à peine 22% d'Européens connaissent ses activités, alors que 64% disent ne pas les connaître et que 14% sont sans réponse. La notoriété du FEDER est la plus élevée au Portugal (50%) et en Irlande (49%). Elle est très faible aux Pays-Bas (7%), en Belgique

(11%) et en France (14%). Le taux de "sans avis" est fort élevé en Allemagne (41%).

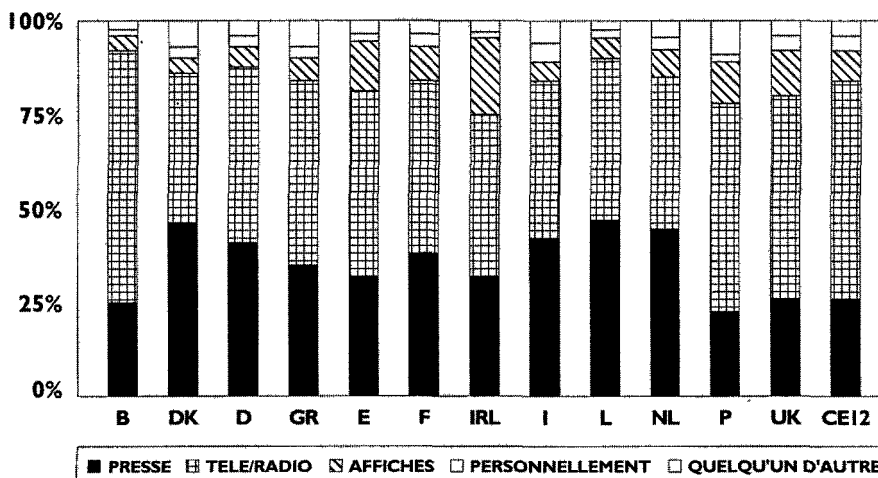
Parmi ceux qui connaissent le FEDER, 80% citent la radio-TV comme source ou l'une des sources de cette connaissance, mais la presse écrite recueille un pourcentage d'une importance très significative: 65%. La radio-TV joue un rôle majeur dans la notoriété du FEDER au Portugal (95%), en Grèce et en Belgique (89%), au Royaume-Uni (82%). La presse est la plus citée aux Pays-Bas (86%) et au Danemark (84%). Les panneaux d'information ont surtout retenu l'attention en Irlande (41%), au Royaume-Uni (26%), au Portugal (22%) et en Espagne (21%). L'aide personnellement reçue du FEDER est peu mentionnée, celle reçue par autrui l'est davantage et surtout au Portugal (19%), au Danemark (16%), en Grèce (14%).

La notoriété du FEDER est plus grande chez les hommes et chez les plus âgés. Elle aussi va croissant avec les revenus et le niveau d'instruction. Elle est trois fois plus importante chez les "leaders" et les grands consommateurs de média. Par contre, ici, l'attitude envers la CE n'est pas un facteur déterminant.

DEVELOPPEMENT DES REGIONS LES MOINS FAVORISEES NOTORIETE DES ACTIVITES DU FEDER



DEVELOPPEMENT DES REGIONS LES MOINS FAVORISEES ORIGINES DE LA CONNAISSANCE DU FEDER



Le mot à dire des régions dans la CE

C'est net: 76% d'Européens approuvent que leur région ait son mot à dire dans le processus de décision communautaire; seulement 10% n'ysont pas favorables et 14% sont sans avis. L'approbation est la plus forte dans tous les pays du sud (France incluse): Portugal (89%), Espagne (87%), France (86%), Grèce (85%), Italie (85%). Elle est la moins affirmée au Danemark et au Luxembourg (56%), aux Pays-Bas (61%), en Allemagne de l'Ouest (61%, contre 69% en ex-RDA).



Les personnes plus riches, plus instruites, plus influentes, plus grandes consommatrices de média, plus acquises à la CE, expriment ici encore un avis plus favorable.

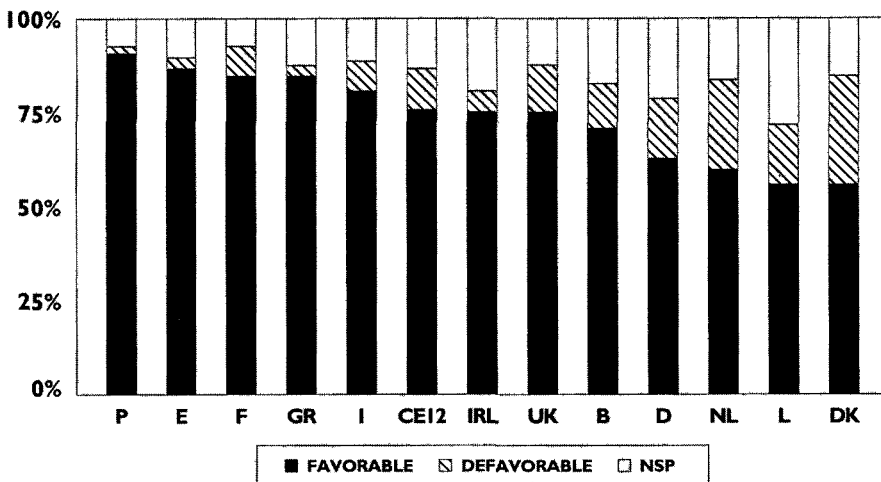
Le rôle-clé de l'information

Il ressort de ce qui précède que les politiques de développement régional peuvent s'appuyer, dans l'ensemble, sur un réel capital de sympathie dans les opinions publiques. Elles disposent en outre de

relais privilégiés dans certains groupes de population, plus réceptifs à ces questions, et l'efficacité des canaux d'information dans leur notoriété est évidente. Par contre, une certaine confusion apparaît dans l'attribution de ces politiques aux instances concernées. Les politiques régionales de la CE, quant à elles, sont loin d'avoir "fait le plein" de leur audience potentielle. C'est particulièrement vrai du FEDER en tant que tel.

Il conviendra de tenir compte de ces analyses pour l'information et la communication sur ces politiques et sur le rôle de leurs divers acteurs.

**DEVELOPPEMENT DES REGIONS LES MOINS FAVORISEES
AVIS CONCERNANT L'INFLUENCE DES REGIONS SUR LE PROCESSUS DECISIONNEL**



Références:

"Les régions: rapport des résultats globaux relatifs à la CE", EUROBAROMETRE 36, INRA (Europe), European Coordination Office, Av. R. Vandendriessche 18, B-1150 Bruxelles.